



SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. L'UE et les États-Unis renforcent leur coordination en matière de commerce durable, d'incitations aux énergies propres et de sécurité économique lors du Conseil commerce et technologie (TTC)
2. Les négociations du cadre économique indopacifique (IPEF) se poursuivent à Détroit
3. Les États-Unis et la Chine renouent le dialogue sur le plan économique et commercial
4. Le Comité des affaires bancaires du Sénat auditionne plusieurs représentants de l'administration à propos de la Chine

Climat – énergie – environnement

5. Le TTC fait le point sur la décarbonation et ses chaînes de valeur
6. Le Département d'État américain soumet au Président Biden deux rapports pour lutter contre la déforestation internationale
7. Réunion de hauts représentants : un nouveau forum de coopération pour l'océan Atlantique

Transport et infrastructure

8. Le Secrétaire aux Transports américain P. Buttigieg a rencontré son homologue européenne A. Vălean pour échanger sur la coopération transatlantique

Distribution et divertissement

9. Les scénaristes américains entament leur second mois de grève

Agriculture et industrie agroalimentaire

10. La Cour suprême réduit la portée du *Clean Water Act* en faveur des propriétaires fonciers

Numérique et innovation

11. Lors du TTC, l'UE et les États-Unis ont annoncé le lancement de trois groupes de travail sur l'IA

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le *Washington Wall Street Watch*, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. L'UE et les États-Unis renforcent leur coordination en matière de commerce durable, d'incitations aux énergies propres et de sécurité économique lors du Conseil commerce et technologie (TTC)

Le quatrième sommet du Conseil commerce et technologie (TTC) entre l'Union européenne et les États-Unis s'est tenu les 30 et 31 mai à Luleå, en Suède. Après la réunion ministérielle du 31 mai, à laquelle ont participé, du côté américain, le Secrétaire d'État A. Blinken, la Secrétaire du Commerce G. Raimondo, et la Représentante au Commerce (USTR) K. Tai et, du côté européen, les Vice-Présidents Exécutifs de la Commission M. Vestager, V. Dombrovskis, et le Commissaire chargé du marché intérieur Th. Breton, une [déclaration conjointe](#) et une [fiche technique](#) ont été publiées.

S'agissant du volet commerce, cette quatrième édition du TTC a notamment été marquée par la publication d'un programme de travail pour l'« Initiative transatlantique sur le commerce durable », lancée lors de la dernière ministérielle, en décembre 2022 [voir [Flash Accents du 9 décembre 2022](#)]; par la réitération d'engagements en termes de transparence et de coopération sur les soutiens publics à la transition verte, en lien avec le « Dialogue sur les incitations à l'énergie propre », mis en place des suites de la déclaration conjointe de J. Biden et U. von der Leyen en mars dernier [voir [Flash Accents du 17 mars 2023](#)]; et par l'extension et la mise à jour d'accords de reconnaissance mutuelle sur la fabrication des produits pharmaceutiques et les équipements marins.

La déclaration conjointe comporte aussi, pour la première fois depuis le lancement du TTC, une mention explicite de la notion de « sécurité économique ». L'UE et les États-Unis ont notamment évoqué les outils existants ou envisagés pour assurer leur sécurité et leur prospérité économique face aux menaces posées par certains pays tiers : le contrôle des exportations, avec un engagement à ce que les États-Unis et l'UE se consultent mutuellement avant d'introduire de nouvelles mesures ; le contrôle des investissements entrants, avec une reconnaissance des progrès accomplis en termes de développement de mécanismes de contrôle dans plusieurs pays européens ; le contrôle des investissements sortants, alors que l'administration Biden devrait prochainement mettre en place un tel dispositif

dans certains secteurs sensibles et que la Commission européenne en étudie l'opportunité ; la réponse aux pratiques non-marchandes, avec la mention de possibles actions conjointes des États-Unis et de l'UE dans le secteur des équipements médicaux en Chine ; et la lutte contre la coercition économique, avec un engagement à se coordonner pour soutenir les pays qui en seraient victimes.

2. Les négociations du cadre économique indopacifique (IPEF) se poursuivent à Détroit

Du 25 au 27 mai se sont tenus successivement à Détroit la ministérielle commerce du forum régional de la Coopération économique Asie-Pacifique (*Asia-Pacific Economic Cooperation*, APEC), qui réunit 21 pays dont les États-Unis, la Chine et la Russie, et une ministérielle du Cadre économique Indopacifique (*Indo-Pacific Economic Framework*, IPEF) entre les États-Unis et 13 pays partenaires dans la région. Après la ministérielle de l'APEC, une [déclaration](#) a été publiée le 26 mai par l'USTR, qui présidait la ministérielle, en lieu et place d'une déclaration conjointe de l'ensemble des pays membres de l'APEC, faute d'accord avec la Chine et la Russie sur un paragraphe concernant la guerre en Ukraine et ses conséquences pour l'économie mondiale. Le reste du texte, qui a fait l'objet d'un consensus, a notamment réaffirmé l'importance de favoriser des échanges commerciaux et d'investissements durables et inclusifs ; réitéré le soutien des membres de l'APEC à la réforme de l'OMC ; et réaffirmé leur engagement en faveur de l'intégration économique dans la zone.

Suivant la ministérielle de l'IPEF, une [déclaration conjointe](#) a été publiée le 27 mai, résumant l'état des négociations menées en cours sur les piliers I (commerce), III (économie propre), et IV (économie juste) de l'IPEF. S'agissant du pilier III, plusieurs pays partenaires de l'IPEF (qui n'ont pas été identifiés dans cette déclaration) ont introduit une initiative régionale visant à encourager le développement d'hydrogène bas carbone et renouvelable. Le même jour, la Secrétaire au Commerce américaine G. Raimondo a également [annoncé](#) qu'un accord avait été trouvé sur le pilier II (chaînes d'approvisionnement). Le texte de l'accord n'a pas été rendu public mais devrait notamment créer trois structures : (i) un « Conseil sur les chaînes d'approvisionnement » chargé de veiller au développement à moyen-long terme de plans d'action spécifiques pour développer la résilience

et la compétitivité de certains secteurs; (ii) un « Réseau de réponse aux crises sur les chaînes d'approvisionnement » (*Supply Chain Crisis Response Network*) » pour répondre aux situations d'urgence; (iii) un Conseil consultatif chargé d'identifier les secteurs dans lesquels des problématiques de droit du travail posent des risques pour la résilience et la compétitivité des chaînes d'approvisionnement, et qui pourrait proposer l'activation d'un mécanisme de coopération destiné à répondre aux allégations de non-respect des droits du travail au sein d'usines spécifiques, dont les modalités restent à préciser. La déclaration précise que le texte de l'accord sur ce pilier doit néanmoins encore être finalisé. Les discussions sur les trois autres piliers se poursuivront dans les prochains mois, avec pour objectif de parvenir à conclure les négociations d'ici le mois de novembre.

3. Les États-Unis et la Chine renouent le dialogue sur le plan économique et commercial

La Secrétaire au commerce américaine G. Raimondo s'est entretenue le 25 mai avec son homologue Wang Wentao, Ministre du commerce chinois. G. Raimondo s'est félicitée de cette reprise des discussions avec la Chine, [qualifiant](#) l'échange de « *franc, direct et productif, au cours duquel nous avons abordé certains problèmes liés aux pratiques de coercition économique et à d'autres irritants* », après les mesures récemment adoptées par Pékin d'interdiction pour les opérateurs critiques chinois de s'approvisionner en puces produites par le groupe américain Micron [voir [Flash Accents du 26 mai 2023](#)]. La Représentante américaine au Commerce (USTR) K. Tai s'est également entretenue avec Wang Wentao en marge du sommet de l'APEC à Detroit, [soulignant](#) la nécessité pour les États-Unis de corriger les « *déséquilibres critiques* » causés par les pratiques économiques et commerciales chinoises.

Interrogé en marge du sommet du TTC à propos des éventuelles conséquences de l'incident survenu le 31 mai entre un avion de chasse chinois et un avion militaire américain dans la reprise du dialogue avec la Chine, le Secrétaire d'État A. Blinken a [indiqué](#) que celui-ci justifiait d'autant plus de maintenir « *des canaux de communication réguliers et ouverts* » entre les deux pays. A. Blinken a rappelé à cet égard que les États-Unis ne souhaitaient pas suivre une stratégie de « *découplage* » vis-à-vis de la Chine, mais plutôt réduire les risques au sein de leurs relations commerciales bilatérales, renvoyant aux propos [énoncés](#) par la Présidente de la Commission

européenne U. von der Leyen lors d'un discours au Forum économique mondial de Davos en janvier dernier. Ce rétablissement du dialogue avec la Chine intervient alors que les États-Unis ont annoncé la semaine dernière un accord commercial avec Taïwan [voir [Flash Accents du 26 mai 2023](#)], dont la signature officielle a [eu lieu](#) le 1^{er} juin.

4. Le Comité des affaires bancaires du Sénat auditionne plusieurs représentants de l'administration à propos de la Chine

Le Comité en charge des affaires bancaires au Sénat a [tenu](#) le 31 mai une audition intitulée « Contrer la Chine: faire progresser la sécurité nationale, la sécurité économique et la politique étrangère des États-Unis », co-présidée par les sénateurs S. Brown (D-Ohio) et T. Scott (R-Caroline du Sud). Interrogés sur l'efficacité des mesures de contrôle-export, les représentants du Département du Commerce, T. Kendler et M. Axelrod, ont souligné leur capacité à encadrer la fuite de technologies sensibles, en indiquant que 1 317 demandes de licences au profit d'entités chinoises avaient été refusées en 2022 par le *Bureau of Industry* (BIS) du Département au Commerce. La représentante du Département du Trésor, E. Rosenberg, a de son côté indiqué que ses services intensifiaient leurs efforts pour contrôler les liens commerciaux et financiers entretenus par la Russie avec l'Iran et l'Inde. Enfin, interrogé par plusieurs sénateurs sur l'opportunité de mettre en place un dispositif de contrôle des investissements sortants, le représentant du Département du Trésor, P. Rosen, a confirmé qu'un tel dispositif était en cours d'élaboration (sans donner d'indication précise de calendrier) et précisé que celui-ci ciblerait trois secteurs: les semi-conducteurs, l'IA et l'informatique quantique. La volonté de cantonner ce ciblage à certains secteurs précis vise notamment à répondre aux préoccupations soulevées par certains représentants du secteur privé et du Congrès, à l'instar du représentant à la Chambre P. McHenry (R-Caroline du Nord), qui a récemment [adressé](#) un courrier à la Secrétaire au Trésor J. Yellen afin de souligner les risques associés à la mise en œuvre d'un tel dispositif pour l'économie américaine.

Brèves

- Le 25 mai, le Département du Trésor a [sanctionné](#) le citoyen russe I. A. Maslov, considéré comme le chef opérationnel des membres du groupe Wagner déployés au Mali. Le Département d'État a de son côté [annoncé](#) des restrictions de visa à l'encontre de deux responsables militaires maliens, le colonel M. Sangaré et le major L. Togola, accusés d'être

impliqués dans le massacre de Moura en mars 2022.

- Le 30 mai, le Département du Trésor a [sanctionné](#) 17 individus et entités accusés de contribuer à la prolifération d'équipements utilisés pour la fabrication de stupéfiants, notamment le fentanyl. Parmi ceux-ci, six individus et sept entités sont liés à la Chine.
- Le 30 mai, le Département du Trésor a [sanctionné](#) deux entreprises syriennes de transfert de fonds accusées d'avoir fourni de l'aide au régime syrien de Bachar el-Assad pour conserver un accès au système financier international.
- Dans une déclaration en date du 30 mai, le Président de la Commission des finances du Sénat, R. Wyden (D-Oregon), a [appelé](#) le Président Biden à révoquer les préférences commerciales dont bénéficie l'Ouganda aux termes de la Loi sur le développement et les opportunités africaines (*African Growth and Opportunity Act* – AGOA) en réponse à l'adoption par le gouvernement de ce pays d'une loi punissant les personnes LGBTQI+ de peines de prison ou de mort.

- L'USTR K. Tai a [annoncé](#) le 31 mai avoir formellement demandé au Mexique d'examiner les conditions de respect des droits du travail en vigueur dans une usine mexicaine de l'entreprise Draxton. Il s'agit du neuvième cas d'invocation par Washington du Mécanisme de réponse rapide de l'Accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA), destiné à assurer la bonne mise en œuvre des engagements pris par les parties à cet accord en termes de droit du travail.
- Le Département du Commerce américain a [annoncé](#) le 31 mai avoir décidé de prolonger d'un an la suspension, pour les importations d'acier originaires d'Ukraine, des droits de douane de la section 232 en vigueur depuis l'administration Trump et dont la suspension pour l'Ukraine avait été décidée par l'administration Biden en mai 2022.
- Le 1^{er} juin, le Département du Trésor a [sanctionné](#) quatre entreprises accusées de contribuer au conflit en cours au Soudan.

Climat - Énergie - Environnement

5. Le TTC fait le point sur la décarbonation et ses chaînes de valeur

Le TTC entre les États-Unis et l'Union européenne a [tenu](#) sa 4^e réunion ministérielle, en Suède, les 30 et 31 mai. Lors de cette réunion, les États-Unis et l'Union européenne ont notamment fait le point sur les progrès et initiatives liés au développement des énergies propres et la sécurité des chaînes d'approvisionnement des technologies nécessaires à la transition énergétique. Le TTC prévoit également l'établissement d'un catalogue commun, entre la Commission européenne et les agences scientifiques du gouvernement américain, présentant les résultats de recherches menées dans différents domaines dont celui portant sur la prévision d'événements climatiques extrêmes. Le communiqué du TTC [indique](#) que les États-Unis et l'Union européenne placent leurs efforts en faveur de la décarbonation au cœur de leur politique commerciale. En mars dernier, les États-Unis et l'Union européenne ont annoncé le début des négociations d'un accord sur les minéraux critiques afin de permettre aux minéraux extraits ou traités au sein de l'UE d'être pris en compte dans les exigences américaines relatives au crédit d'impôt pour les véhicules propres prévu par l'Inflation Reduction Act. Selon le communiqué du

TTC, la négociation engagée couvre un processus plus large de collaboration entre les États-Unis et l'Union européenne en vue de garantir l'approvisionnement en minéraux critiques. En effet, pour de nombreux minéraux critiques, le TTC constate que les États-Unis et l'Union européenne dépendent tous deux des importations, souvent à partir de sources limitées, et que cette dépendance les rend vulnérables à des chocs géopolitiques ou aux catastrophes naturelles. Pour réussir la transition énergétique et garantir leur sécurité économique, les États-Unis et l'Union européenne reconnaissent la nécessité de travailler ensemble sur leurs préoccupations communes concernant les chaînes d'approvisionnement en minéraux, métaux et intrants essentiels. Le TTC indique que les États-Unis et l'Union européenne luttent contre une concurrence à somme nulle afin de garantir que leurs incitations respectives maximisent le déploiement des énergies propres et les emplois.

6 Le Département d'État américain soumet au Président Biden deux rapports pour lutter contre la déforestation internationale

Le Département d'État américain a [soumis](#) au président J. Biden deux rapports sur la lutte contre la déforestation internationale. Le rapport « Combattre la déforestation internationale associée à la production de matières premières agricoles » [analyse](#) l'un des principaux facteurs directs de la déforestation mondiale : la conversion des forêts en terres cultivées. Ce rapport examine une série d'approches, y compris des options pour modifier la politique du gouvernement américain, la programmation de l'aide étrangère et le rôle potentiel des partenariats public-privé. Le second rapport « Réduire la déforestation internationale grâce à la programmation, l'assistance, le financement, l'investissement, le commerce et la promotion du commerce du gouvernement américain » [fournit](#) des options sur la manière dont le gouvernement américain peut continuer à s'attaquer à la déforestation internationale et à la conversion des terres. Les deux rapports suggèrent une approche pangouvernementale.

7. Réunion de hauts représentants : un nouveau forum de coopération pour l'océan Atlantique

L'ambassadrice J. Lapenn, coordinatrice principale pour la coopération Atlantique, a [accueilli](#) le 23 mai la première réunion virtuelle des hauts représentants de 43 pays riverains de l'Atlantique, dans le prolongement d'une déclaration commune [publiée](#) en septembre dernier en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le texte de cette déclaration avait été publié par les gouvernements des États-Unis, de l'Angola, de

l'Argentine, du Brésil, du Canada, du Costa Rica, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée équatoriale, du Ghana, de la Guinée-Bissau, de l'Irlande, de la Mauritanie, des Pays-Bas, de la Norvège, du Portugal, du Sénégal, de l'Espagne et du Royaume-Uni.

Cette réunion s'est concentrée sur les avantages d'un nouveau forum de coopération Atlantique et a identifié des priorités régionales spécifiques, en s'appuyant sur les efforts existants et sur un engagement commun en faveur d'une région atlantique pacifique, prospère, ouverte et coopérative, qui reste une ressource saine et écologiquement résiliente pour les générations à venir. Le communiqué du Département d'État rappelle que l'Atlantique est l'océan le plus fréquenté, qu'il représente 49 millions d'emplois en Afrique et 21 Md\$ de PIB en Amérique latine, qu'il est au cœur de l'évolution du climat mondial et des phénomènes météorologiques.

Brèves

- Le 25 mai, l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) a [annoncé](#) l'octroi de plus de 315 M\$ dans le cadre du programme *Investing in America* du Président Biden, afin d'accélérer l'assainissement des friches industrielles. L'EPA a sélectionné les 262 collectivités qui recevront des subventions. Le programme Brownfields de l'EPA a été lancé en 1995 et a permis d'octroyer près de 2,37 Md\$ de subventions pour la dépollution de propriétés contaminées et leur réutilisation à des fins productives.

Transport et infrastructure

8. Le Secrétaire aux Transports américain P. Buttigieg a rencontré son homologue européenne A. Vălean pour échanger sur la coopération transatlantique

Le 30 mai, le Secrétaire aux Transports américain P. Buttigieg et la Commissaire européenne aux Transports A. Vălean ont [publié](#) un communiqué conjoint rendant compte de leurs échanges le 22 mai. Les sujets abordés portaient notamment sur le soutien de l'Union européenne et des États-Unis à l'Ukraine, la coopération en cours dans l'aviation et le transport maritime, ainsi que des enjeux d'intérêt commun dans les transports tels que la collaboration internationale contre le changement climatique et la décarbonation. Soulignant notamment les perturbations causées par la guerre de la Russie en Ukraine sur les systèmes de

transport et les chaînes d'approvisionnement, les deux parties ont réaffirmé la force de leur collaboration et leur engagement à travailler ensemble pour surmonter ces défis. Elles se sont également engagées à renforcer leur collaboration en matière de recherche et d'échanges technologiques, mentionnant notamment les travaux visant à converger vers des normes sur les systèmes de recharge pour les camions électriques en vue de la réunion ministérielle du TTC.

Dans le domaine de l'aviation, le Secrétaire P. Buttigieg et la commissaire A. Vălean ont pris acte de l'accord obtenu à l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) pour stabiliser et renforcer le mécanisme CORSIA (Carbon Offsetting and Reduction Scheme for International Aviation). Ils se sont également félicités de l'adoption de l'objectif ambitieux à long

terme (LTAG) de zéro émission nette de carbone d'ici 2050. Enfin, ils se sont engagés à collaborer en préparation de la troisième Conférence sur l'aviation et les carburants alternatifs (CAAF/3), en soutenant l'adoption de mesures ambitieuses en faveur des carburants alternatifs (SAF) en cohérence avec les objectifs climatiques de l'OACI, et ont fait part de leur intention de travailler ensemble pour accroître la production et l'utilisation de carburants d'aviation durables. Dans le domaine maritime, les deux parties se sont engagées à redoubler d'efforts pour décarboner le transport maritime avec l'objectif de parvenir à un accord pour réviser la stratégie de l'Organisation maritime internationale (OMI) en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) des navires. Cette révision comprendrait des mesures effectives de moyen et long termes pour mettre le secteur sur la voie pour atteindre zéro émission en cycle de vie d'ici 2050 au plus tard.

Enfin, l'Union européenne et les États-Unis se sont engagés à poursuivre et à renforcer leur collaboration technique et politique à la réunion sur les transports du G7, les 17 et 18 juin au Japon.

Brèves

- Le 31 mai, la Federal Transit Administration (FTA) a [publié](#) un projet d'actualisation du Plan national de sécurité des transports publics (NPTSP), la précédente version datant de 2017. Soumis à la consultation du public, le [plan révisé](#) comprend des indicateurs de performance, des bonnes pratiques, de l'assistance technique, des normes volontaires ainsi que d'autres outils pour améliorer la sécurité du personnel et des usagers des réseaux de transport public soutenus par la FTA.

Distribution et divertissement

9. Les scénaristes américains entament leur second mois de grève

Les scénaristes de télévision et de cinéma sont en grève depuis le 1^{er} mai à Los Angeles et à New York. Représentés par la *Writers Guild of America* (WGA), ils s'opposent à l'*Alliance of Motion Picture and Television Producers* (AMPTP), qui représente les studios et plateformes de production et de diffusion de contenu audiovisuel, pour la signature d'un nouvel accord-cadre de trois ans régissant, entre autres, les conditions d'emplois des scénaristes. La WGA réclame une hausse des salaires et une amélioration des conditions de travail, jugées trop précaires.

Les plateformes de streaming, entraînées dans une course aux abonnements, cherchent à mettre en ligne des contenus de plus en plus courts et nombreux. Afin d'écrire rapidement et à moindre coût, les studios de production font ainsi appel à des « *mini rooms* », des équipes de scénaristes restreintes qui définissent les grandes lignes du scénario avant que celui-ci ne soit repris par un producteur. Cela pose le problème de la durée de l'emploi, mais aussi des opportunités professionnelles et de la formation des scénaristes, qui n'ont plus l'opportunité de travailler sur le tournage afin de progresser vers le rôle de scénariste-producteur. La WGA réclame donc des contrats d'au moins 10 semaines et au moins un scénariste par épisode pour les six premiers épisodes d'une série, avec un scénariste additionnel tous les deux épisodes passé ce seuil.

Par ailleurs, le modèle économique de streaming soulève la question des droits résiduels, c'est-à-dire de la rémunération à chaque retransmission. Alors que les revenus du streaming sont en progression constante et devraient atteindre 62 Md\$ en 2023, les scénaristes réclament une indexation de leur salaire sur le nombre d'abonnements, faute de données d'audience publiques.

Enfin, la WGA cherche à se prémunir des risques liés à l'utilisation de l'IA dans l'industrie, en faisant inscrire dans les contrats l'impossibilité d'acheter et de développer des projets « écrits par l'IA ». L'AMPTP propose une renégociation des contrats tous les ans en fonction du développement de la technologie.

Face à ces revendications, l'AMPTP propose des augmentations de salaire minimum de 2 % à 4 % (contre 6 % demandés par la WGA), mais refuse les rémunérations résiduelles, revendiquant le caractère secret des données d'audience des plateformes, tandis que les producteurs évoquent une perte de vitesse du marché (Netflix anticipe une perte de deux millions d'abonnés d'ici juin).

Les parties demeurent donc éloignées d'un accord, ce qui impacte les productions en cours : la saison finale de *Stranger Things* et la série *Star Wars Andor* sont par exemple retardées, tandis que les scénaristes-producteurs des *Anneaux de Pouvoir* seront absents des plateaux de tournages, ce qui pourrait avoir un impact sur la qualité de la série. En 2007-2008, une grève de trois mois avait coûté 2 Md\$ aux producteurs d'Hollywood.

Agriculture et industrie agroalimentaire

10. La Cour suprême réduit la portée du *Clean Water Act* en faveur des propriétaires fonciers

La Cour suprême a redéfini les critères de protection des zones humides dans le cadre de l'arrêt qu'elle a rendu dans l'[affaire Sackett V. EPA](#). Sa décision donne raison au couple Sackett, qui était en conflit avec l'Agence de protection de l'environnement américaine (EPA) et le Corps des ingénieurs de l'armée depuis une quinzaine d'années pour savoir si la construction de leur maison dans l'Idaho devait ou non être soumise aux règles posées par la loi sur l'eau (*Clean Water Act* – CWA).

D'après le CWA, il revient au gouverneur de chaque État de réglementer les rejets polluants dans les eaux navigables et les zones humides qui leur sont adjacentes. Ce critère de simple proximité était flou et sujet à interprétation. « Les zones humides qui sont séparées des eaux navigables traditionnelles ne peuvent pas être considérées comme faisant partie de ces eaux, même si elles sont situées à proximité », a écrit le juge Alito. Désormais, selon la définition retenue par la Cour Suprême, seules les zones humides ayant un lien continu avec des cours d'eau plus importants, des

lacs et des rivières, sont couvertes par les règles du CWA.

Le président du *Farm Bureau* s'est réjoui de la décision de la Cour. « L'EPA a clairement outrepassé son autorité en vertu de la loi sur l'eau en empêchant les propriétaires privés d'exploiter leurs terres bien qu'elles soient éloignées de l'eau navigable la plus proche », a-t-il déclaré dans un [communiqué](#). Les agriculteurs sont particulièrement concernés par cet arrêt. En effet, toujours selon le *Farm Bureau*, les surfaces de zones humides et de zones tampons inscrites dans le cadre du *Conservation Reserve Program* ont plus que doublé au cours des 15 dernières années.

En revanche, les groupes de défense de l'environnement comme la *Waterkeeper Alliance* et la *Chesapeake Bay Foundation* s'inquiètent pour la faune et la flore qu'abritent ces zones humides. Ils craignent notamment les rejets en azote et phosphore des agriculteurs dans les « milliers de plans d'eau – et près de la moitié des zones humides » qui ne seront désormais plus protégés par la loi.

L'administration Biden, qui avait finalisé en janvier un règlement visant à renforcer la protection des zones humides, doit maintenant remanier son texte pour le conformer à l'arrêt de la Cour suprême.

Numérique et innovation

11. Lors du TTC, l'UE et les États-Unis ont annoncé le lancement de trois groupes de travail sur l'IA

Lors de la quatrième réunion ministérielle du TTC, l'Union européenne et les États-Unis ont [présenté](#) les premiers résultats de la mise en œuvre de la feuille de route commune du TTC pour une IA digne de confiance. Les deux parties ont reconnu que si les technologies de l'IA offrent de grandes opportunités économiques, elles présentent également des risques sociétaux importants. La réunion a permis de mettre en évidence le rôle de l'IA dans le développement économique et social de l'Europe. Elle a abouti au lancement de trois groupes d'experts qui se concentreront sur (i) la terminologie et la taxonomie de l'IA, (ii) les normes et les outils pour une IA digne de confiance et la gestion des risques et (iii) le contrôle et la mesure des risques liés à l'IA. Dans une optique de

convergence sémantique, les experts ont [défini](#) 65 termes en rapport avec l'IA.

À l'issue d'une table ronde sur l'IA générative qui clôturait le sommet, l'Union européenne s'est engagée à agir rapidement et à élaborer un projet de code de conduite non contraignant pour l'IA, en collaboration avec ses homologues américains. Ce code aurait vocation à établir un ensemble de normes pour l'application de l'IA avant la mise en œuvre d'un cadre législatif pour régir l'utilisation de cette technologie dans les différents pays et régions du monde. La vice-présidente exécutive de la Commission européenne M. Vestager a indiqué que le code pourrait être publié « dans les semaines à venir ». Certaines des entreprises actives en matière d'IA soutiennent le projet d'un pacte pour l'IA (*AI Pact*). La semaine dernière, lors d'une [réunion](#) avec le Commissaire européen Th. Breton, Google a déclaré que l'entreprise collaborerait avec d'autres entreprises sur une « base volontaire »

pour s'assurer que les produits d'IA soient développés de manière sûre et responsable, avant l'adoption de lois pour réglementer l'usage de cette technologie.

Brèves

- Amazon a clos deux affaires avec la Federal Trade Commission (FTC) concernant des violations présumées de la vie privée, avec deux amendes d'un montant total de près de 31 M\$. Les affaires concernaient les sonnettes de porte à caméra [Ring](#) d'Amazon et les appareils [Alexa](#), l'assistant vocal de la société. Selon la FTC, Ring n'a pas protégé correctement les vidéos de ses utilisateurs, s'appuyant sur la consultation de ces vidéos par les salariés d'Amazon pour espionner les clients.
- Meta a déposé une requête auprès de la cour fédérale du district de Columbia afin d'empêcher la FTC de réviser unilatéralement une ordonnance sur la protection de la vie privée des enfants qui obligerait Meta à mettre en œuvre des mesures correctives supplémentaires. Meta affirme que la FTC a outrepassé son autorité et que l'accord ne peut être modifié que par un juge fédéral.
- Des centaines de chefs d'entreprise et de personnalités publiques ont [signé](#) une mise en garde le 30 mai face à ce qu'ils décrivent comme « la menace d'extinction massive que fait peser l'IA ». Parmi les 350 signataires de la déclaration publique figurent S. Altman, CEO d'OpenAI, et D. Hassabis, DG de Google DeepMind, la division IA du géant de la technologie. Le *Center for AI Safety*, une organisation à but non lucratif de recherche et de développement sur l'IA, est à l'origine de cette initiative.
- CoreWeave, une société d'infrastructure d'IA en cloud, a levé 200 M\$ supplémentaires dans le cadre d'un cycle de financement de série B qui l'évalue à 2 Md\$. Le nouveau financement provient d'un investisseur existant, Magnetar Capital, et intervient quelques semaines seulement après que la startup a levé 22 M\$.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDet, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.